

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-HUMANISME-DESARME-DE-L-AMERIQUE-LATINE>

# L'HUMANISME DESARME DE L'AMERIQUE LATINE

- Fil rouge -

Date de mise en ligne : mardi 14 novembre 2023

## **Description :**

L'HUMANISME DESARME DE L'AMERIQUE LATINE. Le déclenchement du conflit du 7 octobre, suite à l'attaque du Hamas contre des soldats et des civils en Israël, n'a pas échappé à l'Amérique Latine (...) Nueva Sociedad

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Le déclenchement du conflit du 7 octobre, suite à l'attaque du Hamas contre des soldats et des civils en Israël, n'a pas échappé à l'Amérique Latine**

## Comment se positionne la région en termes politiques et humanitaires ?

La polarisation politique qui accompagne les récits à « somme nulle » de la plupart des conflits armés dans le monde, qui touchent aujourd'hui plus de 56 États, est devenue si forte que les espaces pour parler d'initiatives de paix et construire des solutions consensuelles à court ou moyen terme se sont presque complètement fermés. Dans ce climat féroce, même la gestion des pauses et des couloirs humanitaires ne fait pas l'objet d'un consensus minimal, malgré les graves conséquences pour les populations civiles. La guerre entre la Russie et l'Ukraine, le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur le contrôle du Haut-Karabakh et maintenant l'escalade militaire entre le Hamas et Israël en sont les exemples les plus visibles. La paralysie face aux coûts humains de l'usage de la force se produit également dans les scénarios de conflits de faible intensité, où les États ont perdu le monopole de la violence pour garantir des conditions de sécurité minimales, ce qui entraîne des flux de migrants forcés, de réfugiés et de personnes déplacées exposés à la violence quotidienne et dépourvus de protection internationale.

L'Amérique Latine occupe une place particulière dans le scénario de la montée des conflits. En tant que zone périphérique du Sud mondial et du Sud de l'Occident, elle bénéficie d'une importance stratégique et militaire réduite et d'un éloignement géographique et culturel par rapport aux guerres extrarégionales. Au cours des années qui ont suivi la guerre froide, et plus encore après les attentats du 11 septembre 2001, la région a préservé sa distance par rapport aux principaux foyers de conflit de la géopolitique mondiale et a maintenu actifs ses engagements en faveur de la paix régionale et d'une solution pacifique des différends territoriaux régionaux, son adhésion aux régimes de non-prolifération et son rejet des programmes d'intolérance religieuse et de discrimination ethnique au sein de ses sociétés.

## Diversité latinoaméricaine face au conflit du Moyen-Orient

Le déclenchement du conflit du 7 octobre, suite à l'attaque du Hamas contre des civils et militaires en Israël n'a pas échappé à l'Amérique Latine.

**Trois facteurs relient la région à la guerre :**

- les positions historiques et actuelles des pays vis-à-vis des différends territoriaux et des revendications concurrentes entre l'État d'Israël et les défenseurs de la cause palestinienne ;
- les contextes intérieurs de chaque réalité nationale, avec le poids et les voix des communautés juives et arabo-palestiniennes qui influencent les médias et affectent l'opinion publique ;
- et les niveaux d'autonomie et d'acquiescement de chaque pays vis-à-vis des États-Unis, combinés à la place des liens avec Israël dans les politiques étrangères latinoaméricaines.

Une cartographie non exhaustive nous permet de nous concentrer sur la mosaïque des diasporas dans la région et

sur les conséquences du conflit pour les victimes et les otages.

**Le Chili** compte près d'un demi-million de Chiliens d'origine palestinienne, soit la plus grande communauté palestinienne en dehors du monde arabe. Trois Israéliens d'origine chilienne ont été tués et un otage est détenu par le Hamas.

**En Argentine**, la communauté juive compte 180 000 personnes, soit la quatrième diaspora au monde, tandis que huit Argentins ont été tués et 22 otages sont détenus par le Hamas. Au début des années 1990, le pays a subi deux attaques terroristes à Buenos Aires, visant l'ambassade d'Israël en 1992 et l'*Asociación Mutual Israelita Argentina* (AMIA) en 1994.

**Dans le cas du Brésil**, trois citoyens brésiliens ont été tués et le gouvernement cherche à obtenir la libération de 29 otages détenus dans la bande de Gaza. Le Brésil compte une communauté juive d'environ 120 000 personnes, la deuxième plus importante d'Amérique Latine, et quelque 60 000 réfugiés ou immigrants palestiniens.

**La Colombie** compte environ 100 000 personnes d'origine palestinienne de différentes générations et environ 2 000 Juifs. Deux Colombiens ont été tués dans l'attaque du Hamas.

**Au Mexique**, la population juive compte un peu plus de 60 000 personnes et il existe une petite communauté connue d'origine palestinienne, tandis que deux otages mexicains sont détenus par le Hamas et que le gouvernement tente de les libérer. La coexistence pacifique interethnique et interreligieuse, dans l'ensemble de l'Europe, est une réalité.

La diversité des réactions des pays au conflit, outre un réflexe humanitaire immédiat, reflète l'histoire des positions individuelles depuis 1947 sur la fondation de l'État d'Israël et le report de la reconnaissance d'un État palestinien souverain. La région partage généralement le soutien à la création de deux États exprimé par des votes répétés au sein du système des Nations Unies, et maintient son soutien aux accords d'Oslo et a exprimé sa solidarité humanitaire avec le peuple palestinien.

Les différences dans les positions de politique étrangère de l'Amérique Latine ont été, et sont encore, influencées par le type de liens avec les États-Unis d'Amérique. Les actions diplomatiques avec des orientations plus autonomes ont inclus des positions de soutien à la création d'un État palestinien, ce qui, au cours des 12 dernières années, a signifié l'expansion diplomatique de l'Autorité Nationale Palestinienne dans la région.

Dans les régimes bolivariens, le soutien à la cause palestinienne a une teinte idéologique associée à des drapeaux politiques nationaux et à des alignements internationaux. À l'autre extrême, les ambitions territoriales de l'État d'Israël ont gagné le soutien des dirigeants politiques d'extrême droite de la région, dans certains cas soutenus par la collaboration de l'armée et des services de renseignement israéliens.

Ces extrêmes n'ont pas empêché la région de signaler immédiatement un niveau commun de sensibilité humanitaire au coût de la vie des conflits.

## Le défi d'étayer un terrain d'entente humanitaire

Si l'on compare les impacts séquentiels de la guerre en Ukraine et du conflit au Moyen-Orient, on observe une spirale de frustration et d'incompréhension mutuelles entre l'Amérique Latine et les puissances occidentales.

Dans le premier cas, le désaccord s'est manifesté par les demandes de sanctions économiques contre la Russie et de soutien à la guerre contre l'Ukraine formulées par les plus hautes autorités européennes et étasuniennes, qui n'ont pas été prises en compte.

Aujourd'hui, le principal désaccord concerne le soutien inconditionnel de Washington à la réponse militaire d'Israël. Ce soutien implique d'ignorer les coûts en vies civiles et légitime, au nom du droit à la défense, le refus d'un cessez-le-feu et de l'ouverture de corridors humanitaires.

Le point de convergence des positions latinoaméricaines donne la priorité au droit international humanitaire sur d'autres considérations liées au terrorisme et aux différends territoriaux en jeu.

Les coïncidences n'ont pas été le fruit de négociations inter régionales, mais la conséquence d'une mémoire diplomatique collective engagée sur la primauté du Droit International.

Néanmoins, un scénario de positionnements dominants dans la région, vers un côté ou l'autre du conflit, aurait trois effets négatifs :

- ouvrir des espaces pour alliances extra régionales exposant l'Amérique Latine a des pressions et des tensions extérieures qui auraient un coût ;
- dévier de la question humanitaire comme objectif politique central ;
- et pour finir, exacerber la polarisation politique interne et la fragmentation régionale.

En même temps, la perception de ce que la neutralité ne parvient pas à bouger les positions diplomatiques dans la région ; comme l'ont démontré les gestes de la [Bolivie](#), de la [Colombie](#) et du [Chili](#).

Dans la sphère de la gouvernance mondiale, les voies du dialogue et de la négociation pour arrêter et inverser les conséquences humanitaires du conflit entre Israël et le Hamas s'érodent. Au cours du mois d'octobre, le Conseil de sécurité des Nations unies, sous la présidence du Brésil, a examiné six projets de résolution qui ont échoué, auxquels s'est ajoutée l'inefficacité de la résolution pour une pause humanitaire approuvée par l'Assemblée Générale des Nations Unies avec le soutien majoritaire du *Groupe de l'Amérique Latine et des Caraïbes* (GRULAC). La performance du Brésil à la présidence du Conseil, accompagné de l'Équateur, a marqué l'engagement de l'Amérique Latine en faveur de la résilience d'un multilatéralisme actif et proactif en faveur de la paix. En fin de compte, le Brésil a compté davantage sur le soutien du Secrétaire Général de l'ONU que sur celui des membres permanents du Conseil de Sécurité, qui n'ont pas ménagé leur droit de veto.

Aujourd'hui, la communauté de vues de l'Amérique Latine face à la guerre au Moyen-Orient oblige à imaginer des options viables d'humanitarisme non armé pour soigner les populations civiles, obtenir la libération des otages, accélérer le cessez-le-feu, activer les mécanismes multilatéraux contre les crimes de guerre, en particulier la Cour Pénale Internationale (CPI), et montrer les possibilités de dialogue vers une paix interreligieuse telle qu'elle existe dans la région.

Au nom d'un humanitarisme désarmé, l'Amérique Latine cherche à faire entendre sa voix critique et craintive face aux risques de répétition par les puissances mondiales d'erreurs qui ne font qu'exacerber la banalité du mal à l'échelle planétaire

**Guadalupe González González** : est titulaire d'un diplôme en relations internationales du Colegio de México et d'un

master en sociologie de la *London School of Economics and Political Science*. Chercheur et analyste au Colegio de México (COLMEX), elle a été professeur et chercheur à la division des études internationales du *Centro de Investigación y Docencia Económicas* (CIDE).

**Monica Hirst** : est historienne et titulaire d'un doctorat en études stratégiques (UFRGS). Actuellement professeur invité à l'Institut d'Etudes Sociales et Politiques de l'Université d'État de Rio de Janeiro (Brésil) et chargée de cours dans le cadre du programme de maîtrise en études internationales de l'Université Torcuato Di Tella (Argentine). Elle a été professeur invité à l'université de Stanford, à l'université de São Paulo, à l'université de Harvard et à l'université fédérale de Santa Catarina. Elle est consultante indépendante, spécialisée dans la politique étrangère brésilienne, la coopération internationale, l'intégration et la sécurité régionale.

**Carlos Luján** : est politologue et professeur de théorie des relations internationales, de négociation et de méthodologie de recherche à la Faculté des sciences sociales et à la Faculté de Droit de l'Université de la République (UdelaR, Uruguay). Chercheur dans le domaine de la politique internationale à l'Institut de sciences politiques de l'UdelaR, et enseignant et chercheur au *Centre de Formation à l'Intégration Régionale* (CEFIR), il est consultant pour le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et spécialiste de la politique internationale et de la politique étrangère en Uruguay.

**Carlos A. Romero** : politologue vénézuélien, docteur en sciences politiques et professeur retraité de l'Institut d'études politiques de l'Université centrale du Venezuela. Il a été conseiller auprès du ministère vénézuélien des affaires étrangères (1991-1992 et 1999). Il a été professeur invité à l'Université de Salamanque (Espagne, 1999), à l'Université de São Paulo (Brésil, 1999, 2011, 2012 et 2013), à l'Université de la Sorbonne III, « *Sorbonne Nouvelle* » de Paris (France, 2007), à l'université de Rosario, Bogota (Colombie, 2016) et à la Faculté latino-américaine des sciences sociales, Quito, FLACSO-Andes (Équateur, 2010). Il enseigne actuellement à l'Universidad Central de Venezuela et travaille comme consultant sur des questions politiques dans son pays.

**Juan Gabriel Tokatlian** : Argentin, sociologue, titulaire d'un doctorat en relations internationales de l'École des hautes études internationales de l'université Johns Hopkins à Washington, DC (États-Unis). Vice-Recteur et professeur plénier du département de sciences Politiques et d'Etudes Internationales de l'Université Di Tella (Argentine) et ancien directeur du même département (2012-2016). Il a été professeur associé à l'Université Nationale de Colombie (Bogota) et cofondateur et directeur du Centre d'Etudes Internationales (CEI) de l'Université des Andes (Bogota, Colombie, 1982-1998). Il est spécialiste de la politique étrangère, du trafic de drogue, du terrorisme et du crime organisé.

Traduit de l'espagnol par '[El Correo de la Diaspora](#) : para Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 12 novembre 2023

Cette <spanxmlns:dct="http://purl.org/dc/terms/" href="http://purl.org/dc/dcmitype/Text" rel="dct:type">création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de [www.elcorreo.eu.org](http://www.elcorreo.eu.org)

[Nueva Sociedad](#). Buenos Aires, novembre 2023